

MEUNERIES ET FLEURS DE SEIGLE : Conditions de travail et de rémunération

C.C.T. valable du 1.1.2009 au 31.12.2010 et tacitement reconductible.

C.P. INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Séance du 29.06.2009

Neerlegging-Dépôt: 08/07/2009
Regist.-Enregistr.: 13/10/2009
N°: 94943/CO/118.01

Chapitre 1 - Champ d'application

Art. 1. § 1. Cette convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des meuneries et des entreprises de fleurs de seigle.

§ 2. Par "ouvriers" sont visés les ouvriers masculins et féminins.

Chapitre 2 - Classification des ouvriers

Art. 2. Les ouvriers sont classés en quatre catégories, comme suit :

1. Catégorie A (ouvriers manœuvres) :

- ouvrier de magasin;
- "ensacheur et peseur" d'issues et déchets;
- nettoyeur de sacs vides;
- porteur de sacs;
- veilleur de nuit;
- brouetteur de charbon.

2. Catégorie B (ouvriers spécialisés) :

- déchargeur spécialisé de grains ex-bateaux;
- ouvrier de nettoyage (grains),
- sasseur;
- blutteur;
- ensacheur-peseur spécialisé de farine;
- conducteur de chevaux.

3. Catégorie C (ouvriers qualifiés) :

- machiniste;
- chauffeur de chaudière;
- conducteur de cylindre;
- conducteur spécialisé de nettoyage (grains);
- canneleur;
- conducteur de véhicules automobiles.

4. Catégorie D (ouvriers de métiers) :

- conducteur de moulin (ouvrier assumant la responsabilité de la conduite d'un moulin d'une capacité journalière de maximum 150 sacs);
- ajusteur;
- électricien;
- forgeron;

- maçon;
- menuisier;
- peintre, etc..

Chapitre 3 - Salaires horaires

Art. 3. Le 1^{er} janvier 2009, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers qui n'ont pas six mois d'ancienneté dans l'entreprise, quel que soit leur âge :

	38 h/semaine (€)	37 h/semaine (€)
Catégorie A (ouvriers manœuvres)	12,06	12,33
Catégorie B (ouvriers spécialisés)	12,43	12,75
Catégorie C (ouvriers qualifiés)	12,82	13,11

Art. 4. Le 1^{er} janvier 2009, les salaires horaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers qui ont six mois d'ancienneté dans l'entreprise, quel que soit leur âge :

	38 h/semaine (€)	37 h/semaine (€)
Catégorie A (ouvriers manœuvres)	12,45	12,78
Catégorie B (ouvriers spécialisés)	12,87	13,17
Catégorie C (ouvriers qualifiés)	13,26	13,56

Art. 5. § 1. Au 1^{er} janvier 2010, les salaires horaires minimums mentionnés dans les articles 3 et 4 sont augmentés de 0,08 € après indexation.

§ 2. Les entreprises peuvent reporter l'application de l'augmentation des salaires sectoriels prévue dans le présent article dans leur entreprise jusqu'au 1^{er} janvier 2011, via une convention d'entreprise conclue au plus tard le 30 juin 2009.

Art. 6. Au 1^{er} juillet 2010, les salaires horaires minimums mentionnés dans les articles 3 et 4 sont augmentés une deuxième fois de 0,08 €.

Art. 7. La condition de six mois de service est remplie le jour où l'addition de toutes les périodes d'occupation, interrompues ou non, auprès d'un même employeur au cours des deux dernières années s'élève au moins à six mois.

On entend par périodes d'occupation les périodes couvertes par :

- tous les contrats de travail, de quelque nature que ce soit, même si son exécution est suspendue; et/ou
- les contrats d'intérim.

Art. 8. Le salaire minimum de la catégorie D (ouvriers de métier) est fixé par convention entre parties suivant les usages locaux. Il ne peut toutefois être inférieur au salaire minimum de la catégorie C (ouvriers qualifiés).

Art. 9. En dérogation à l'article 3 de la présente convention collective de travail, les salaires minimums suivants sont d'application pour les ouvriers liés par un contrat d'étudiant, comme prévu sous le titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, exprimés en pourcentage des salaires minimums mentionnés à l'article 3 :

Age	Pourcentage
18 ans et plus	90
17 ans	80
16 ans	70
15 ans	60

Chapitre 4 - Rattachement des salaires horaires à l'indice des prix à la consommation

Art. 10. Les salaires horaires minimums visés dans la présente convention collective de travail sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, conformément à la convention collective de travail du 29 juin 2009, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie alimentaire, rattachant les salaires à l'indice des prix à la consommation.

Chapitre 5 - Prime d'équipes et de nuit

Art. 11. Est considéré comme travail de nuit, le travail effectué entre 22 et 6 heures.

Toutefois, le travail effectué entre 5 et 6 heures, ou entre 22 et 23 heures par les équipes du matin ou de l'après-midi, n'est pas considéré comme travail de nuit.

Art. 12. Le travail en deux ou trois équipes donne droit aux suppléments suivants sur le salaire horaire :

Equipe du matin	7.5 %
Equipe de l'après-midi	7.5 %
Equipe de nuit	7.5%

Art. 13. Le travail de nuit donne droit à un supplément de salaire de 20 % sur le salaire horaire, sans préjudice de l'éventuel supplément de 7.5 % pour le travail en équipes prévu à l'article 11.

Ce supplément de 20 % peut être octroyé soit en salaire, soit en repos compensatoire payé.

Art. 14. Si le supplément pour travail de nuit est octroyé en repos compensatoire payé, il doit l'être de manière à ce qu'il soit apuré dans le courant du mois civil suivant.

Au cas où le repos compensatoire payé auquel l'ouvrier a droit, est inférieur au nombre d'heures de travail d'une prestation journalière de travail normal, le supplément visé à l'article 13 est payé en salaire.

Au cas où le repos compensatoire payé auquel l'ouvrier a droit est égal à un nombre d'heures de travail d'une où plusieurs journées de travail, le supplément visé à l'article 13 est octroyé en jours de repos compensatoire payés ou en salaire.

Au cas où, après octroi de jours de repos compensatoire payés, il reste un solde d'heures insuffisant pour octroyer un jour entier de repos compensatoire payé, ce solde est payé en salaire.

d

Art. 15- L'application des articles 11 à 14 ne peut entraîner une diminution de la rémunération globale moyenne (salaire + suppléments) ou une augmentation de la durée moyenne de travail.

Chapitre 6-Validité

Art. 16. La présente convention collective de travail remplace celle du 4.7.2007, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie alimentaire, relative aux conditions de travail et de rémunération des ouvriers occupés dans les meuneries et les entreprises de fleur de seigle, rendue obligatoire par Arrêté royal du 10.3.2008 (Moniteur belge du 16.4.2008).

Elle produit ses effets le 1er janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2010. Subséquemment, elle sera prolongée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Les régimes plus avantageux qui existaient avant l'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail, sont maintenus.

Commentaire sur l'article 7:

Les parties conviennent que cette période de six mois pourra être additionnée par des périodes d'occupation interrompues ou non auprès du même employeur endéans une période de référence de deux ans. Dès que cette condition de six mois est réalisée, elle reste acquise pour toutes les périodes d'occupation ultérieures auprès de cet employeur.

Commentaire sur l'article 9 :

Les salaires minimums des jeunes travailleurs mis au travail avec un contrat de travail pour étudiants, comme stipulé dans le chapitre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, ont été fixés en tenant compte de la période de formation d'application aux jeunes ouvriers et pour faciliter l'intégration des jeunes sur le marché de l'emploi.

MAALDERIJ EN ROGGEBOLOEM : Loon- en arbeidsvoorwaarden

C.A.O. geldig van 1.1.2009 tot 31.12.2010 en stilzwijgend verlengd.

P.C. VOEDINGSNIJVERHEID - Zitting van 29.6.2009

Hoofdstuk 1 - Toepassingsgebied

Art. 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de maalderijen en ondernemingen van roggebloem.

§ 2. Met arbeiders worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

Hoofdstuk 2 - Indeling van de arbeiders

Art. 2. De arbeiders worden als volgt in vier categorieën ingedeeld :

1. Catégorie A (hulparbeiders) :

- magazijnarbeider ;
- zakenvuller en weger van korengrind en afval ;
- reiniger van lege zakken ;
- zakkendrager ;
- nachtwaker ;
- steenkoolruier.

2. Catégorie B (geoefende arbeiders) :

- geoefende graanlosser uit boten ;
- graanreiniger ;
- zifter ;
- builer ;
- geoefende zakenvuller-bloemweger;
- paardengeleider.

3. Catégorie C (geschoolde arbeider) :

- machinist ;
- ketelstoker ;
- bediener van de cylinder ;
- geoefende toezichter over de graanreiniger ;
- groevenmaker ;
- bestuurder van autovoertuigen.

4. Catégorie D (vaklieden) :

- molenbestuurder (arbeider die verantwoordelijk is voor het besturen van een molen met een dagelijkse maximumcapaciteit van 150 zakken)
- bankwerker ;
- électricien ;
- smid ;

- metselaar ;
- schrijnwerker ;
- schilder, enz.

Hoofdstuk 3 - Uurlonen

Art. 3. Op 1 januari 2009 gelden de volgende minimumuurlonen voor de arbeiders die geen 6 maanden anciënniteit in de onderneming tellen, en dit ongeacht hun leeftijd :

	38 urenweek (€)	37 urenweek (€)
Catégorie A (hulparbeiders)	12,06	12,33
Catégorie B (geoefende arbeiders)	12,43	12,75
Catégorie C (geschoolde arbeiders)	12,82	13,11

Art. 4. Op 1 januari 2009 gelden volgende minimumuurlonen voor de arbeiders die 6 maanden anciënniteit in de onderneming tellen, en dit ongeacht hun leeftijd :

	38 urenweek (€)	37 urenweek (€)
Catégorie A (hulparbeiders)	12,45	12,78
Catégorie B (geoefende arbeiders)	12,87	13,17
Catégorie C (geschoolde arbeiders)	13,26	13,56

Art 5. § 1. Op 1 januari 2010, worden de minimumuurlonen vermeld in artikel 3 en 4 na indexering verhoogd met € 0,08.

§ 2. Ondernemingen kunnen de toepassing van de in dit artikel bepaalde verhoging van de minimumuurlonen in hun onderneming uitstellen tôt 1 januari 2011 door middel van een cao op ondernemingsvlak gesloten uiterlijk op 30 juni 2009.

Art 6. Op 1 juli 2010, worden de minimumuurlonen vermeld in artikel 3 en 4 voor een tweede keer verhoogd met € 0,08, na eventuele indexering.

Art. 7. De voorwaarde van zes maanden anciënniteit is ingevuld op de dag dat de som van aile tewerkstellingsperiodes, al dan niet onderbroken, bij een zelfde werkgever in de loop van de laatste twee jaar minstens zes maanden bedraagt.

Onder tewerkstellingsperiodes dient men te verstaan de périodes gedekt door:

- aile arbeidsovereenkomsten, van welke aard ook, zelfs al wordt de uitvoering ervan geschorst; en/of
- door een interimovereenkomst.

Art. 8, Het minimumuurloon van de catégorie D (vaklieden) wordt vastgesteld door overeenkomst tussen partijen volgens de plaatselijke gebruiken. Het mag evenwel niet lager zijn dan het minimumuurloon van de catégorie C (geschoolde arbeiders).

Art. 9. In afwijking op artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst gelden voor arbeiders tewerkgesteld met een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten volgende minimumlonen, uitgedrukt als een percentage van de in artikel 3 vermelde minimumlonen :

Leeftijd	Percentage
18 jaaren ouder	90
17 jaar	80
16jaar	70
15 jaar	60

Hoofdstuk 4 - Koppeling van de uurlonen aan het indexcijfer van de consumptieprijsen

Art. 10. De bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde minimumuurlonen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijsen, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 2009 töt koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijsen, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Hoofdstuk 5 - Nachtarbeid en Ploegenarbeid

Art. 11. Wordt als nachtarbeid aanzien, het werk verricht tussen 22 en 6 uur.

Nochtans wordt het werk door de morgenploeg of de namiddagploeg verricht tussen 5 en 6 uur of tussen 22 en 23 uur niet aangezien als nachtarbeid.

Art. 12. Arbeid in twee of drie ploegen geeft recht op volgende toeslagen op het uurloon :

Morgenploeg	7.5 %
Namiddagploeg	7.5 %
Nachtploeg	7.5 %

Art. 13. Nachtarbeid geeft recht op een loontoeslag van 20 pet. op het uurloon, onafgezien de eventuele 7,5 pet. toeslag voor ploegenarbeid voorzien in artikel 11.

Deze 20 pet. toeslag mag verleend worden hetzij in loon, hetzij in betaalde compensatierust.

Art. 14. Indien de toeslag voor de nachtarbeid in betaalde compensatierust verleend wordt, dan geschiedt dit op zulke wijze dat deze in de loop der daarop volgende kalendermaand vereffend is.

Ingeval de betaalde compensatierust waarop de arbeider recht heeft, lager is dan het aantal arbeidsuren van een normale arbeidsdag, dan wordt de toeslag voorzien bij artikel 13 in loon uitbetaald.

Is de betaalde compensatierust waarop de arbeider recht heeft gelijk aan het aantal uren van één of meer arbeidsdagen, dan wordt de toeslag voorzien bij artikel 13, in betaalde vergeldende rustdagen of in loon verleend.

Indien, na toepassing van de betaalde vergeldende rustdagen, een saldo in uren overblijft onvoldoende om een volledige dag betaalde compensatierust te verlenen, dan wordt het saldo in loon uitbetaald.

Art. 15. De toepassing van de artikelen 11 tot 14 mag geen vermindering van de globale gemiddelde bezoldiging (loon + toeslagen), of geen verhoging van de gemiddelde arbeidsduur tot gevolg hebben.

Hoofdstuk 6 - Geldigheid

Art. 16. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 4.7.2007, gesloten in het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid, betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden van de arbeiders tewerkgesteld in de maalderijen en ondernemingen van roggebloem, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10.3.2008 (Belgisch Staatsblad van 16.4.2008).

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2010. Nadien wordt zij stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende périodes van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden voor het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst bij een ter post aangetekende brief, gericht aan voorzitter van het Paritair Comité voor de Voedingsnijverheid.

Gunstiger regelingen die voor de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bestonden, blijven behouden.

Commentaar bij artikel 7

De partijen komen overeen dat deze période van zes maanden opgebouwd kan worden door al dan niet onderbroken tewerkstellingsperiodes bij dezelfde werkgever in een referentieperiode van twee jaar. Eens deze voorwaarde van zes maanden is gerealiseerd, is die verworven voor alle latere périodes van tewerkstelling bij deze werkgever.

Commentaar bij artikel 9

Deze minimumuurlonen van de jongere werkliden, tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst voor studenten zoals bepaald in titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, werden vastgelegd rekening houdend met de opleidingsperiode van toepassing op jonge arbeiders en het vergemakkelijken van de integratie van jongeren op de arbeidsmarkt.